



with support from the European Union

European Commission – DG Employment, Social Affairs and Equal Opportunities

Any communication or publication by the beneficiary, in any form and medium, including the Internet, is under the sole responsibility of the author.
The Commission is not responsible for any use that may be made of the information and opinion contained therein.

TRANSPO
Road TRANSport sector and POsting of workers
VS/2010/0624
Final Seminar (Brussels, 23.11.2011)

***“The posting of workers within road transport sector in the EU.
The enforcement of Directive 96/71/EC: open issues and concrete
actions to support administrative cooperation”***

***“The relevance of transnational cooperation: concrete
suggestions and open recommendations from Transpo project”***
(Catherine Mosmann – French Ministry of Labour)

The relevance of transnational cooperation: concrete suggestions and open recommendations from Transpo project

- **Le préalable indispensable : améliorer la connaissance réciproque des différents corps de contrôle nationaux**
- **Le développement des échanges d'information au niveau européen:**
 - **en matière de droit du travail**

L'article 4 de la directive 96/71/CE prévoit que les Etats membres désignent un ou plusieurs bureaux de liaison permettant une coopération administrative entre les administrations compétentes pour la surveillance des conditions de travail et d'emploi des travailleurs détachés, y compris en ce qui concerne des abus manifestes ou des cas d'activités transnationales présumées illégales
 - **en matière de sécurité sociale**

Le rôle du CLEISS
- **L'importance de mutualiser les outils élaborés en commun par les services de contrôle des Etats membres**

The relevance of transnational cooperation: concrete suggestions and open recommendations from Transpo project

Développer la coopération entre les services de contrôle:

- **Renforcer la coopération entre les services de contrôle du travail et de la sécurité sociale**
- **Développer la coopération transfrontalière par l'organisation de contrôles concertés (dans le cadre des accords de coopération bilatérale)**
- **Proposer une méthodologie de contrôle partagée**

The relevance of transnational cooperation: concrete suggestions and open recommendations from Transpo project

Méthodologie de contrôle partagée

Comment organiser le contrôle de l'application des règles de détachement dans le secteur des transports routiers en l'absence de corps de contrôle européens ?

Quelle priorité pour le contrôle ?

- ▶ **le contrôle du détournement des règles du détachement**
- ▶ **pour lutter plus efficacement contre le travail illégal**

The relevance of transnational cooperation: concrete suggestions and open recommendations from Transpo project

Méthodologie de contrôle partagée

Réflexions sur la mise en place d'actions de contrôles concertées à un niveau transnational

Points d'entrée

- contrôle routier ou opération concertée sur route ou sur site
- un signallement

Stratégie de contrôle

chercher à établir en priorité la durée de l'activité exercée sur le territoire national par les conducteurs non résidents contrôlés

Difficultés

Le lien de subordination ne peut être établi lors d'un contrôle routier isolé (il faut « tracer » l'activité du conducteur)

The relevance of transnational cooperation: concrete suggestions and open recommendations from Transpo project

Méthodologie de contrôle partagée

Réflexions sur la mise en place d'actions de contrôles concertées à un niveau transnational

Les modalités de la coopération: mise en place d'un système d'alerte à partir des informations recueillies sur route ou à l'occasion d'un signalement

- utilisation d'une grille de contrôle qui aiderait à détecter les situations de fraude au détachement
- le cas échéant, constats complétés par une enquête sur le lieu de rattachement en France du conducteur contrôlé
- saisine du bureau de liaison français compétent qui transmet au bureau de liaison de l'Etat membre concerné (dialogue entre bureaux de liaison)
- vérifications complémentaires au sein de l'entreprise étrangère sur le champ du travail illégal et de la fraude au détachement (en lien avec le bureau de liaison initialement saisi)
- centralisation des informations par le bureau de liaison français qui transmet les éléments vérifiés aux services de contrôle concernés.